



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/HRC/5/12
6 juin 2007

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME
Cinquième session
Point 2 de l'ordre du jour provisoire

**APPLICATION DE LA RÉOLUTION 60/251 DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DU 15 MARS 2006 INTITULÉE «CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME»**

**Groupe de travail intergouvernemental intersessions à composition non limitée
chargé de l'ordre du jour, du programme de travail annuel, des méthodes de travail
et du Règlement intérieur du Conseil des droits de l'homme, créé conformément
à la résolution 3/4 du Conseil**

Document officiel sur les méthodes de travail et le Règlement intérieur^{*}

**Établi sous la direction du facilitateur,
S. E. M. Enrique A. Manalo (Philippines), le 27 avril 2007**

^{*} Le présent document est distribué tel qu'il a été reçu.

I. MÉTHODES DE TRAVAIL

ÉLÉMENTS DE CONVERGENCE:

A. Portée des méthodes de travail

Conformément aux paragraphes 4, 11 et 12 de la résolution 60/251, les méthodes de travail devraient être transparentes, impartiales, équitables, loyales et pragmatiques, favoriser la clarté et la prévisibilité et n'exclure aucun groupe. Elles devraient aussi pouvoir être actualisées et aménagées au fil du temps.

1. Arrangements institutionnels

a) **Consultations/réunions d'information sur les résolutions ou décisions envisagées (organisées par la présidence du Conseil)**

Ces consultations n'auraient qu'une fonction d'information, leur objet étant de porter à la connaissance des délégations les projets de résolution ou de décision qui ont été déposés ou qu'il est prévu de déposer. Ces consultations se tiendraient sans préjudice des initiatives prises conformément au Règlement intérieur durant la session considérée.

b) **Réunions d'organisation du Conseil et de la présidence**

~~Le Conseil tiendra une réunion d'organisation ouverte au début de chaque cycle annuel du Conseil pour déterminer l'ordre du jour, fixer le programme de travail annuel et traiter d'autres questions de procédure (voir le Règlement intérieur).~~

La présidence du Conseil convoquera en outre des réunions d'organisation avant et, au besoin, durant chaque session du Conseil, pour examiner les questions d'organisation et de procédure particulières à la session considérée.

c) **Réunions d'information ouvertes du Président sur les résolutions, les décisions et autres affaires connexes**

Ces consultations serviront à fournir des informations sur l'état des négociations relatives aux projets de résolution/de décision afin de permettre aux délégations d'avoir une «vue d'ensemble» de l'avancement de ces projets. Ces consultations auront une fonction purement informative, en appoint à l'information diffusée sur l'Extranet, et devront être menées dans la transparence et sans exclusive. Elles ne devront pas servir d'instance de négociation.

d) **Consultations informelles sur les propositions convoquées par les principaux auteurs**

Les consultations informelles constitueront le moyen de négocier sur les projets de résolution ou de décision, et leur convocation sera de la responsabilité de leur(s) auteur(s). Au moins une session de consultation informelle ouverte devrait être consacrée à chaque projet de résolution ou de décision avant que le Conseil ne l'examine et se prononce à son sujet. La date des consultations devrait, autant que faire se peut, être fixée en temps opportun, ~~et~~ dans

la transparence et **sans exclusive** en tenant compte des contraintes auxquelles sont confrontées les délégations, en particulier les plus petites d'entre elles.

e) Date de prise d'effet de la qualité de membre

19 juin (pour 2007)

Le lundi de la première semaine de juillet pour les années suivantes

~~f) Nombre de sessions par année~~

~~Le Conseil des droits de l'homme se réunit régulièrement tout au long de l'année et tient au minimum trois sessions par an, dont une session principale, qui durent au total au moins dix semaines (par. 10 de la résolution 60/251 de l'Assemblée générale) (voir le règlement intérieur).~~

f) [Dispositions fondamentales relatives aux sessions extraordinaires du Conseil des droits de l'homme]

Les dispositions ci-après complètent le cadre général établi dans la résolution 60/251 de l'Assemblée générale des Nations Unies et le règlement intérieur du Conseil des droits de l'homme:

1. Le Règlement intérieur applicable aux sessions extraordinaires du Conseil des droits de l'homme sera celui qui s'applique à ses sessions ordinaires.
2. Toute demande de tenue d'une session extraordinaire, conformément au paragraphe 10 de la résolution 60/251 de l'Assemblée générale, devra être adressée à la présidence et au secrétariat du Conseil. Elle devra préciser le thème de la session et contenir toutes autres informations pertinentes que les auteurs pourront juger bon de fournir.
3. La session extraordinaire sera convoquée dès que possible après le dépôt de la demande officielle, mais en principe au plus tôt deux jours ouvrables et au plus tard cinq jours ouvrables après réception officielle de la demande. La durée de la session extraordinaire ne doit pas dépasser trois jours (six séances de travail), à moins que le Conseil n'en décide autrement.
4. Le secrétariat du Conseil communique immédiatement à tous les États Membres de l'ONU la demande et toutes les informations additionnelles y figurant fournies par les auteurs, ainsi que la date de la session extraordinaire, et il met ces informations à la disposition des institutions spécialisées, d'autres organisations intergouvernementales et des institutions nationales des droits de l'homme, ainsi que des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif, par les moyens de communication les plus appropriés et les plus rapides. La documentation de la session extraordinaire, en particulier le texte des projets de résolution et de décision, devrait être mise à la disposition de tous les États, dans toutes les langues officielles de l'ONU, en temps opportun et de manière équitable et transparente.

5. Avant la session extraordinaire, la présidence du Conseil devrait tenir des consultations d'information ouvertes sur la conduite et l'organisation de la session. À ce propos, le secrétariat pourra être appelé à fournir des informations supplémentaires, notamment sur les méthodes de travail de sessions extraordinaires antérieures.
6. Les membres du Conseil, les États concernés, les États observateurs, les institutions spécialisées, d'autres organisations intergouvernementales et les institutions nationales des droits de l'homme, de même que les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif pourront contribuer aux travaux de la session extraordinaire conformément au Règlement intérieur du Conseil.
7. Si l'État qui a fait la demande ou d'autres États entendent présenter des projets de résolution ou de décision à la session extraordinaire, ils devraient en mettre le texte à disposition conformément aux dispositions pertinentes du Règlement intérieur du Conseil. Les auteurs sont toutefois instamment priés de présenter ces textes aussitôt que possible.
8. Les auteurs d'un projet de résolution ou de décision devraient tenir des consultations ouvertes sur le texte en question en vue d'assurer une participation aussi large que possible à son examen et, si possible, de parvenir à un consensus.
9. Une session extraordinaire devrait être l'occasion d'un débat participatif, être orientée vers les résultats et viser à obtenir des résultats concrets, qui pourront faire l'objet d'un suivi et d'un rapport à l'intention de la session ordinaire suivante du Conseil pour décision éventuelle.

ÉLÉMENTS APPELANT UNE DISCUSSION PLUS POUSSÉE

g) — ~~Participation de non-membres et de la société civile (voir le Règlement intérieur)~~

~~*Des observateurs, y compris les États qui ne sont pas membres du Conseil, les institutions spécialisées, les autres organisations intergouvernementales et les institutions nationales de défense des droits de l'homme, ainsi que les organisations non gouvernementales, peuvent participer aux travaux du Conseil et être consultés par ce dernier selon certaines modalités, notamment celles arrêtées par le Conseil économique et social dans sa résolution 1996/31, en date du 25 juillet 1996, et les pratiques observées par la Commission des droits de l'homme, en veillant à ce que ces entités puissent y apporter la meilleure contribution possible (par.11 de la résolution 60/251).*~~

g) Rôle du Bureau (pourrait nécessiter une codification dans le Règlement intérieur)

Le Bureau traitera des questions de procédure et d'organisation. *Il fera part régulièrement de la teneur de ses réunions dans un rapport récapitulatif présenté en temps opportun et accessible à tous.*

- Bureau élargi

h) D'autres modes de travail pourraient être utilisés, tels que débats d'experts, séminaires et tables rondes

Le Conseil déciderait au cas par cas de l'utilisation de ces modes de travail, y compris des thèmes abordés et des modalités suivies. Ces modes lui serviraient d'outils pour renforcer le dialogue et la compréhension mutuelle sur certaines questions. Ils devraient être utilisés dans le contexte de l'ordre du jour et du programme de travail annuel du Conseil, et en renforcer et/ou compléter la nature intergouvernementale. Ils ne devraient pas se substituer aux mécanismes existants et aux méthodes de travail établies dans le domaine des droits de l'homme, ni les remplacer.

Ils pourraient aussi être utilisés dans le cadre d'activités parallèles.

i) Réunions informelles des membres du Conseil tenues à titre exceptionnel

Il s'agirait de réunions ouvertes, à l'exception de celles tenues au titre de la procédure confidentielle 1503. Toutefois, seuls les membres du Conseil participeraient aux délibérations.

j) Segment de haut niveau

Le segment de haut niveau aura lieu une fois par an pendant la session (principale) du Conseil en mars/avril. Il sera suivi par un segment général ***qui permettra aux délégations n'ayant pas participé au segment de haut niveau de faire des déclarations générales.***

~~k) Relations avec l'Assemblée générale~~

~~Éviter tout chevauchement inutile des travaux du Conseil et de ceux de l'Assemblée générale par le canal d'une coordination plus poussée des programmes de travail respectifs du Conseil et de l'Assemblée générale, en particulier de la Troisième Commission de cette dernière.~~

k) Règlement intérieur

Voir section II.

2. Modalités de travail/culture de travail

ÉLÉMENTS DE CONVERGENCE

- Notification rapide des propositions (autant que faire se peut);
- Soumission rapide des projets de résolution/décision, de préférence avant la fin de l'avant-dernière semaine d'une session;
- Distribution rapide de tous les rapports, en particulier de ceux établis au titre des procédures spéciales, à transmettre aux délégations en temps opportun, dans toutes les langues officielles de l'ONU, au moins quinze jours avant leur examen par le Conseil;

- Limitation du recours aux résolutions pour en éviter la prolifération, *sans préjudice du droit des États de décider de la fréquence à laquelle ils souhaitent présenter leurs propositions*:
 - o En évitant dans toute la mesure possible le chevauchement avec les initiatives de l'Assemblée générale/la Troisième Commission;
 - o En regroupant des points de l'ordre du jour;
 - o ~~En aménageant la périodicité~~ *En échelonnant la présentation des décisions/des résolutions et* en aménageant la périodicité de *l'examen* des points de l'ordre du jour/questions.

ÉLÉMENTS APPELANT UNE DISCUSSION PLUS POUSSÉE

3. **Textes autres que les résolutions** et décisions, tels que recommandations, conclusions, résumés des débats et déclarations du Président. Étant donné que leurs incidences juridiques ne sont pas les mêmes, ils devraient compléter les résolutions et décisions et non s'y substituer.

B. Comment traiter les résultats de l'examen des méthodes de travail; où les consigner?

- Une résolution, une décision, des recommandations, des directives ou des principes; ou une annexe à une résolution de portée générale;
- Certaines questions ayant fait l'objet d'un accord pourraient être incorporées dans le Règlement intérieur; l'ordre du jour; le programme de travail;
- Certaines questions pourraient être incorporées simultanément dans une résolution et un autre document (par exemple: Règlement intérieur, ordre du jour ou programme de travail).

II. RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Directives figurant au paragraphe 11 de la résolution 60/251 de l'Assemblée générale:

«Décide que les délibérations du Conseil seront régies par les dispositions du Règlement intérieur qui s'appliquent à ses grandes commissions à moins que, par la suite, l'Assemblée ou le Conseil en décide autrement; et décide aussi que des observateurs, y compris les États qui ne sont pas membres du Conseil, les institutions spécialisées, les autres organisations intergouvernementales, les institutions nationales de défense des droits de l'homme et les organisations non gouvernementales, pourront participer aux travaux du Conseil et être consultés par ce dernier selon les modalités, notamment celles arrêtées par le Conseil économique et social dans sa résolution 1996/31, en date du 25 juillet 1996, et les pratiques observées par la Commission des droits de l'homme, de sorte qu'ils puissent y apporter la meilleure contribution possible.»

Raison d'être d'un règlement intérieur du Conseil des droits de l'homme

L'examen du Règlement intérieur des commissions de l'Assemblée générale (sect. XIII du Règlement intérieur de l'Assemblée générale) et des méthodes de travail du Conseil depuis sa création montre que certains articles du Règlement intérieur de l'Assemblée générale ne s'appliquent pas au Conseil ou que ce dernier suit des pratiques nouvelles ou des pratiques découlant du Conseil économique et social ou de l'ex-Commission des droits de l'homme. Cette situation exige soit d'introduire de nouveaux articles, soit de modifier certains articles du Règlement intérieur de l'Assemblée générale.

À ce propos, ci-après sont récapitulées les «nouvelles pratiques» du Conseil susceptibles d'être incorporées dans un article codifié du Règlement intérieur du Conseil des droits de l'homme en prenant pour point de départ les articles en vigueur du Règlement intérieur de l'Assemblée générale.

(Le document des Philippines sur le Règlement intérieur pourrait servir de guide pour illustrer la manière dont de nouveaux articles ou des articles modifiés pourraient être incorporés dans le Règlement intérieur du Conseil conformément à la résolution 60/251 de l'Assemblée générale.)

SESSIONS

Règlement intérieur

Article [par. 11 de la résolution 60/251 de l'Assemblée générale]

Les délibérations du Conseil seront régies par les dispositions du Règlement intérieur qui s'appliquent à ses grandes commissions à moins que, par la suite, l'Assemblée ou le Conseil en décide autrement.

SESSIONS ORDINAIRES

Date d'ouverture

Article [nouveau]

Le cycle annuel du Conseil des droits de l'homme débute chaque année ***le premier lundi de juillet***.

Nombre de sessions

Article [par. 10 de la résolution 60/251 de l'Assemblée générale]**

Le Conseil des droits de l'homme se réunit régulièrement tout au long de l'année et tient au minimum trois sessions par an, dont une session principale, qui durent au total au moins dix semaines.

** Sauf indication contraire, les chiffres entre crochets renvoient au Règlement intérieur de l'Assemblée générale.

Entrée en fonctions

Article [nouveau]

Les États Membres nouvellement élus au Conseil des droits de l'homme entrent en fonctions le premier jour du cycle annuel du Conseil, en remplacement des États Membres dont les mandats respectifs sont venus à expiration.

Lieu de réunion du Conseil

Article [3]

Le Conseil des droits de l'homme se réunit à Genève.

SESSIONS EXTRAORDINAIRES

Convocation de sessions extraordinaires

Article [par. 10 de la résolution 60/251 de l'Assemblée générale]

Le Conseil des droits de l'homme ~~pourra tenir~~ tient des sessions extraordinaires, en cas de besoin, sur la demande d'un membre du Conseil appuyé par un tiers des membres du Conseil.

PARTICIPATION ET CONSULTATION D'OBSERVATEURS AU CONSEIL

Article [par. 11 de la résolution 60/251 de l'Assemblée générale]

Le Conseil des droits de l'homme applique à cet égard les dispositions du Règlement intérieur de l'Assemblée générale qui régissent les délibérations des commissions de l'Assemblée à moins que, par la suite, cette dernière ou le Conseil en décide autrement, et des observateurs, y compris les États qui ne sont pas membres du Conseil, les institutions spécialisées, les autres organisations intergouvernementales et les institutions nationales des droits de l'homme, ainsi que les organisations non gouvernementales, peuvent participer aux travaux du Conseil et être consultés par ce dernier selon certaines modalités, notamment celles arrêtées par le Conseil économique et social dans sa résolution 1996/31 en date du 25 juillet 1996, et par *la Commission des droits de l'homme dans sa résolution 2005/74 en date du 20 avril 2005*, et les pratiques observées par la Commission des droits de l'homme, en veillant à ce que ces entités puissent y apporter la meilleure contribution possible.

**ORGANISATION DES TRAVAUX ET ORDRE DU JOUR
DES SESSIONS ORDINAIRES**

Séance d'organisation

Article [nouveau]

Au début de chacun de ses cycles annuels, le Conseil tient une séance d'organisation pour élire son bureau et pour *examiner et adopter* l'ordre du jour, le programme de travail et le *calendrier des sessions ordinaires* du cycle en indiquant, si possible, la date retenue comme

objectif pour l'achèvement de ses travaux, les dates approximatives de l'examen des questions et le nombre de séances à consacrer à chacune d'elles.

PRÉSIDENT ET VICE-PRÉSIDENTS

Élections

Article [par. 1 de l'article 18 du Règlement intérieur du Conseil économique et social]

a) ***Au début de*** chacun de ses ***cycles annuels***, à sa ***séance d'organisation***, le Conseil élit un président et quatre vice-présidents parmi les représentants de ses membres. Le président et les vice-présidents constituent le bureau. L'un des vice-présidents fait office de rapporteur. [nouveau]

b) Pour l'élection du président du Conseil, il est tenu compte d'une rotation géographique équitable de cette fonction entre les différents groupes régionaux: États d'Afrique, États d'Asie, États d'Europe orientale, États d'Amérique latine et des Caraïbes et États d'Europe occidentale et autres États. Les quatre vice-présidents du Conseil sont élus sur la base d'une répartition géographique équitable entre les groupes régionaux autres que celui auquel appartient le président. ***Le choix du rapporteur s'effectue selon une rotation géographique équitable.***

Bureau

Article [nouveau]

Le bureau traite des questions de procédure et d'organisation.

Durée du mandat

Article [nouveau]

Le président et les vice-présidents, sous réserve de l'article ____ (relatif au remplacement du président ou du vice-président), restent en fonctions pour une période d'une année. Ils ne sont pas immédiatement rééligibles pour la même fonction.

Absence de membres du bureau

Article [105]

Si le président estime nécessaire de s'absenter pendant une séance ou une partie de séance, il désigne un des vice-présidents pour le remplacer. Un vice-président agissant en qualité de président a les mêmes pouvoirs et les mêmes devoirs que le président. Si, comme suite aux dispositions de l'article 20, le président cesse d'exercer ses fonctions, les autres membres du bureau désignent un des vice-présidents pour le remplacer jusqu'à ce qu'un nouveau président ait été élu [par. 2 de l'article 20 du Règlement intérieur du Conseil économique et social].

Remplacement du président ou d'un vice-président

Article [22 du Règlement intérieur du Conseil économique et social]

Si le président ou l'un des vice-présidents se trouve dans l'impossibilité de s'acquitter de ses fonctions ou cesse d'être le représentant d'un membre du Conseil, ou si le Membre de l'Organisation des Nations Unies dont il est le représentant cesse d'être membre du Conseil, il cesse d'exercer ses fonctions et un nouveau président ou un nouveau vice-président est élu pour la durée du mandat qui reste à courir.

SECRÉTARIAT

Fonctions du secrétariat

Article [47]

Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme fait office de secrétariat du Conseil. À cet effet, il est chargé: de recevoir, de traduire, d'imprimer et de distribuer les documents, rapports et résolutions du Conseil, de ses commissions et de ses organes; d'assurer l'interprétation des discours prononcés au cours des séances; de rédiger, d'imprimer et de distribuer les comptes rendus de la session; de garder et de conserver sous la forme qui convient les documents dans les archives du Conseil; de distribuer tous les documents du Conseil aux membres et aux observateurs; de manière générale d'exécuter toutes autres tâches que le Conseil peut lui confier.

COMPTES RENDUS ET RAPPORTS

Rapport à l'Assemblée générale

Article 33 [par. 5 j) de la résolution 60/251 de l'Assemblée générale]

Le Conseil présente un rapport annuel à l'Assemblée générale.

CONDUITE DES TRAVAUX

Groupes de travail et autres arrangements

Article [nouveau]

Le Conseil peut mettre en place des groupes de travail et d'autres arrangements. La participation à ces organes est déterminée par les membres, compte tenu de l'article ____ (sur la participation et la consultation d'observateurs). Le Règlement intérieur de ces organes sera celui du Conseil, si applicable, sauf si le Conseil en décide autrement.

[Examen périodique universel]

Quorum

Article [nouveau]

Le président peut déclarer la séance ouverte et permettre le déroulement du débat lorsqu'un tiers au moins des membres du Conseil sont présents. La présence de la majorité des membres est requise pour la prise de toute décision.

Majorité requise

Article [125]

Les décisions du Conseil sont prises à la majorité *simple* des membres présents et votants, sous réserve de l'article ____ (sur le quorum).

Majorité des deux tiers

Article [nouveau]

Les membres du Conseil doivent tout mettre en œuvre pour aboutir à un consensus concernant les situations de pays qu'ils examinent. Dans le cas contraire, les résolutions et décisions relatives à ces situations doivent être présentées par un tiers des membres du Conseil et adoptées à la majorité des deux tiers des membres présents et votants.
